



## Déclaration liminaire du CDAS du 14 juin 2022

EURE

Madame la présidente du CDAS,

Dès le CDAS du mois de décembre 2021 la CGT Finances Publiques, dans sa déclaration liminaire, dénonçait les premières pistes annoncées par le secrétariat général lors du groupe de travail national du 26 novembre qui concernait la réforme de l'action sociale.

Dans cette même déclaration liminaire la CGT rappelait au président du CDAS sa position sur ce vaste chantier.

A la lecture du document qui nous est présenté aujourd'hui par le secrétariat général nous ne sommes pas rassurés, bien au contraire. Nous avons l'impression d'un NRP version action sociale.

Mêmes éléments de langage, même rhétorique, même tromperie. Sur la méthode, il n'y a pas de concertation avec les organisations syndicales comme il est dit mais une simple information auprès des représentants des personnels ! La plupart des organisations syndicales représentatives sont d'ailleurs totalement opposées à ce projet !

Quant aux éléments de langage, on y retrouve les mêmes similitudes qu'avec le NRP : « fragilisation du fonctionnement de l'action sociale due à une taille critique insuffisante, mutualisation des fonctions support, améliorer le service rendu, professionnaliser le réseau, renforcer le pilotage, maintenir un guichet de proximité dans tous les départements » et puis le recours à la contractualisation dans les nouvelles missions de responsable régional.

On assiste donc aux mêmes remèdes pour traiter le mal, même remède dont on voit aujourd'hui les résultats néfastes dans le cadre du NRP.

De plus, la présentation faite est totalement tronquée, il y manque des éléments d'informations cruciaux pour avoir une vision complète de cette opération.

Sur 19 résidences seules 5 resteront dans le giron de l'action sociale, seul 50 % du produit de la vente des sites sera réaffecté aux travaux, 150 salariés font les frais de cette opération ! Les délégués de proximité ne seront pas obligatoirement implantés dans les départements. Les responsables régionaux pourront être recrutés en CDD ! Le choix des délégués n'incombe plus aux CDAS. Une fois cela dit, le projet présenté semble déjà beaucoup moins idyllique !

La CGT reste porteuse des revendications suivantes :

- Le droit aux vacances pour toutes et tous (actifs, retraités, contractuels).

Nous soutenons qu'il faut au contraire développer le patrimoine social afin de permettre aux salariés et à leur famille de partir dans les meilleures conditions. La constitution d'un patrimoine étant une garantie de pérennité de l'existence même d'une politique sociale en faveur des agents.

- Le départ des colonies dans tous les départements et arrêter ainsi la gabegie économique et écologique du départ régionalisé actuel.

- Un délégué en poste dans chaque département, accompagné a minima d'un assistant de délégation. En effet, afin de faire connaître les prestations d'action sociale et mieux communiquer il est impératif de recruter des délégués partout où il n'y en a plus et de renforcer où cela est nécessaire les équipes en manque de personnel. La proximité est pour nous la meilleure alliée de l'action sociale.

Les représentants CGT en CDAS.